



L'ESSENTIEL DE L'ÉCO

Mars 2024

À RETENIR CE MOIS-CI !



Rebond de l'inflation en février

En février, les prix augmentent de 0,9 % sur un mois après avoir baissé de 0,2 % en janvier. Ce rebond est tiré par les prix de l'électricité (+9,3 %) ou encore des produits pétroliers (+3,5 %). Les prix de services augmentent de 0,8%, ceux des produits manufacturés de 0,5 % tandis que ceux de l'alimentation se replient de 0,3 %.

Sur un an, l'indice des prix à la consommation croît de 3,0 % après 3,1 % en janvier (p.12 des annexes). Les prix alimentaires ont augmenté de 3,5 % depuis février 2023 (p.7), ceux de l'électricité de 23,1 %, des services de garde d'enfants de 4,0 % et des complémentaires santé de 8,1% (p.13 des annexes).



L'allocation moyenne des demandeurs d'emploi

Au troisième trimestre 2023, l'allocation mensuelle nette moyenne d'un demandeur d'emploi¹ est de 1 033 euros (p.22 des annexes). Les allocataires qui travaillent et qui cumulent leur revenu d'activité avec une allocation² touchent en moyenne 887 euros. De leur côté, les allocataires ne travaillant pas du tout dans le mois percevaient en moyenne 1 111 euros.

À noter que 51 % des demandeurs d'emploi indemnisables par l'assurance chômage travaillent une partie du mois.



La prévision de croissance du PIB revue à la baisse pour 2024

Il y a un peu plus d'un mois, le gouvernement s'est (enfin) décidé à abaisser sa prévision de croissance économique pour 2024, qu'il avait conservé à 1,4 % depuis la présentation du projet de loi de finances au début de l'automne 2023.

Avec 1%, elle reste optimiste pour beaucoup d'observateurs. De son côté, la Banque de France a réduit son estimation de 0,9 à 0,8 % (p.3) en raison notamment de révisions à la baisse sur la consommation et l'investissement.

Après une évolution du PIB de 0,9 % en 2023, l'activité devrait donc rester peu dynamique cette année. Ce qui a des effets sur l'emploi. Ainsi, le taux de chômage pourrait atteindre 7,8 % en fin d'année contre 7,1 % fin 2022 (p.16 des annexes).

Le ralentissement économique a également des incidences sur les finances publiques. Ainsi, le déficit public a été de 5,5 % du PIB, soit 154 milliards d'euros (p.4), au lieu des 4,9 % prévus par le gouvernement. En cause notamment, des recettes fiscales moindres qu'anticipées.

Et encore :

- ▶ Certaines prestations sociales augmentent de 4,6 % au 1^{er} avril 2024 dont le RSA et la prime d'activité (*nouveaux montants à retrouver en page 29 des annexes*).
- ▶ Les entreprises françaises ont distribué pas moins de 68,7 milliards de dollars de dividendes en 2023, une hausse de 8,7 % sur un an (p.32 des annexes).

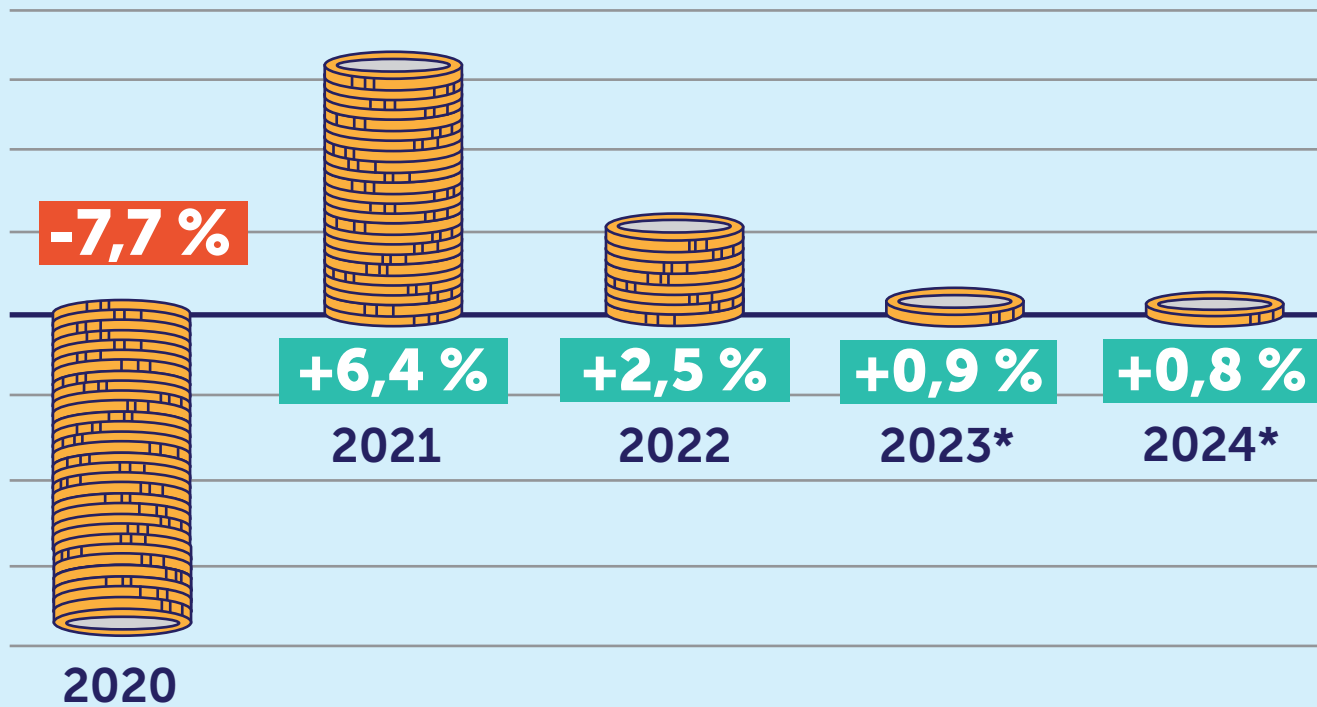


¹ Hors allocation d'État (ASS) notamment.

² Dans la limite de leur revenu d'activité antérieur. Hors allocataires qui travaillent et ne touchent pas d'allocation.

PIB

TAUX DE CROISSANCE DU PIB



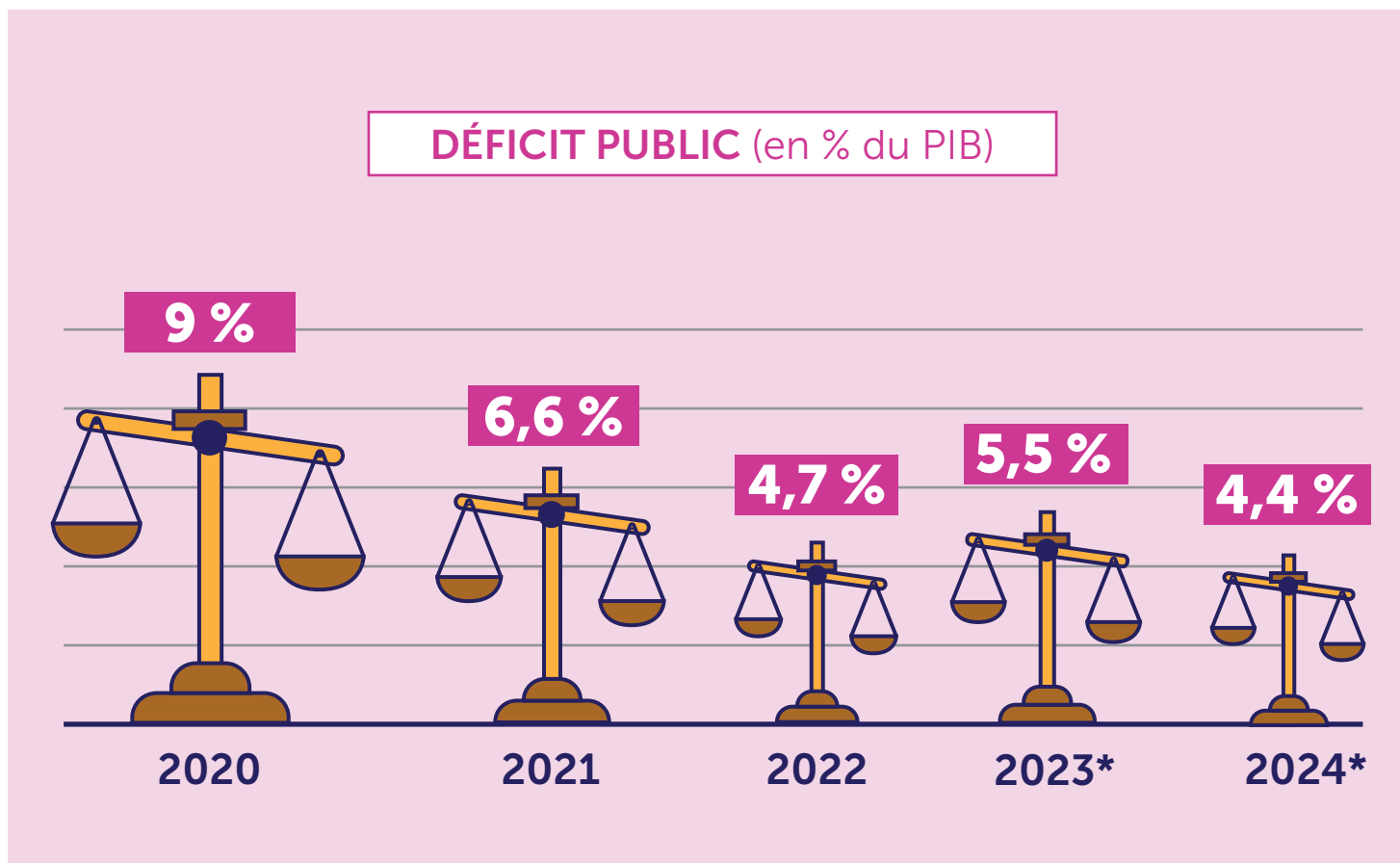
PIB en 2022



Source : INSEE, Banque de France, 2024
PIB = Produit Intérieur Brut

*Prévisions

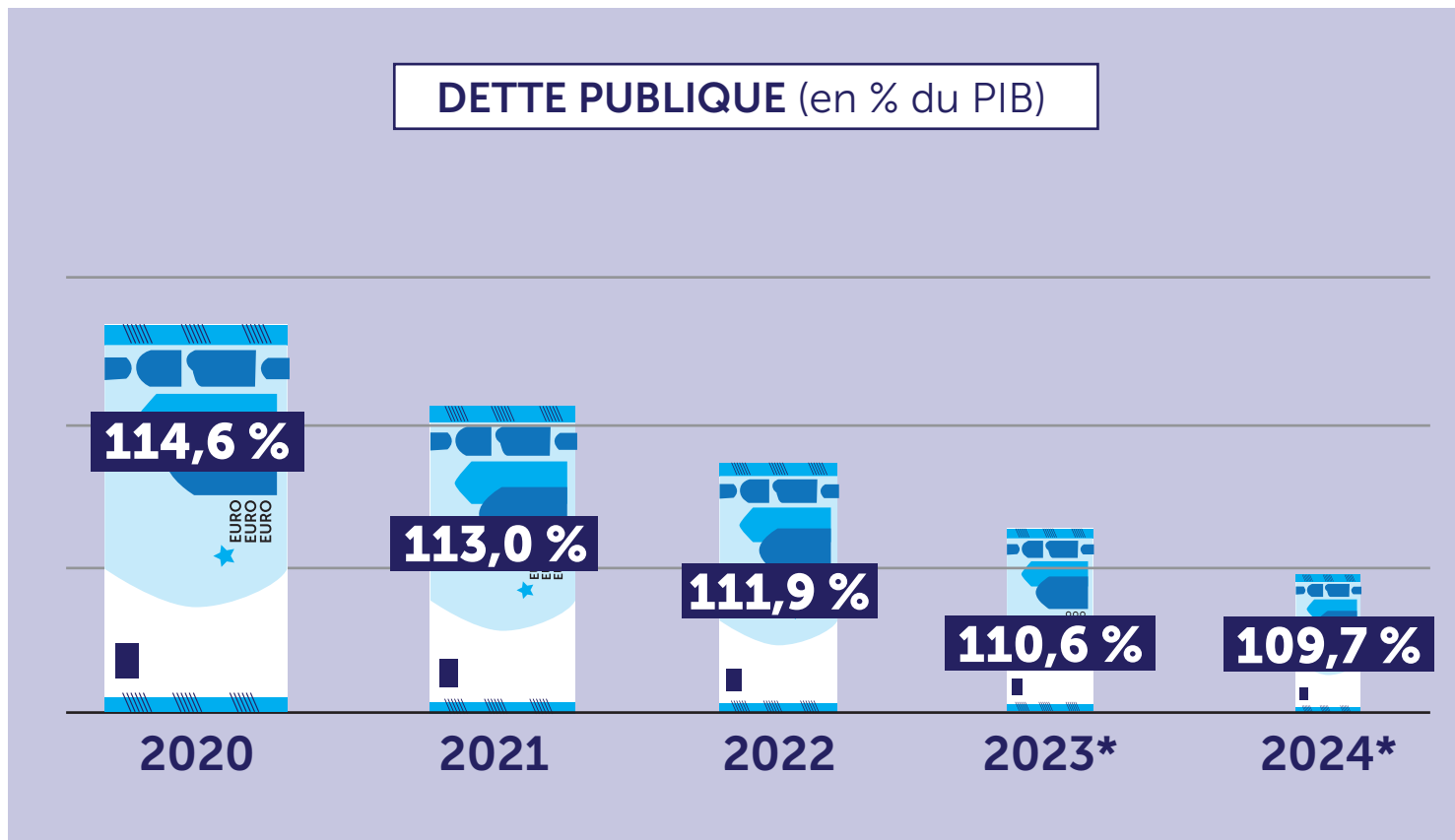
DÉFICIT PUBLIC



Source : INSEE, 2024, PLF, 2023

*Prévisions

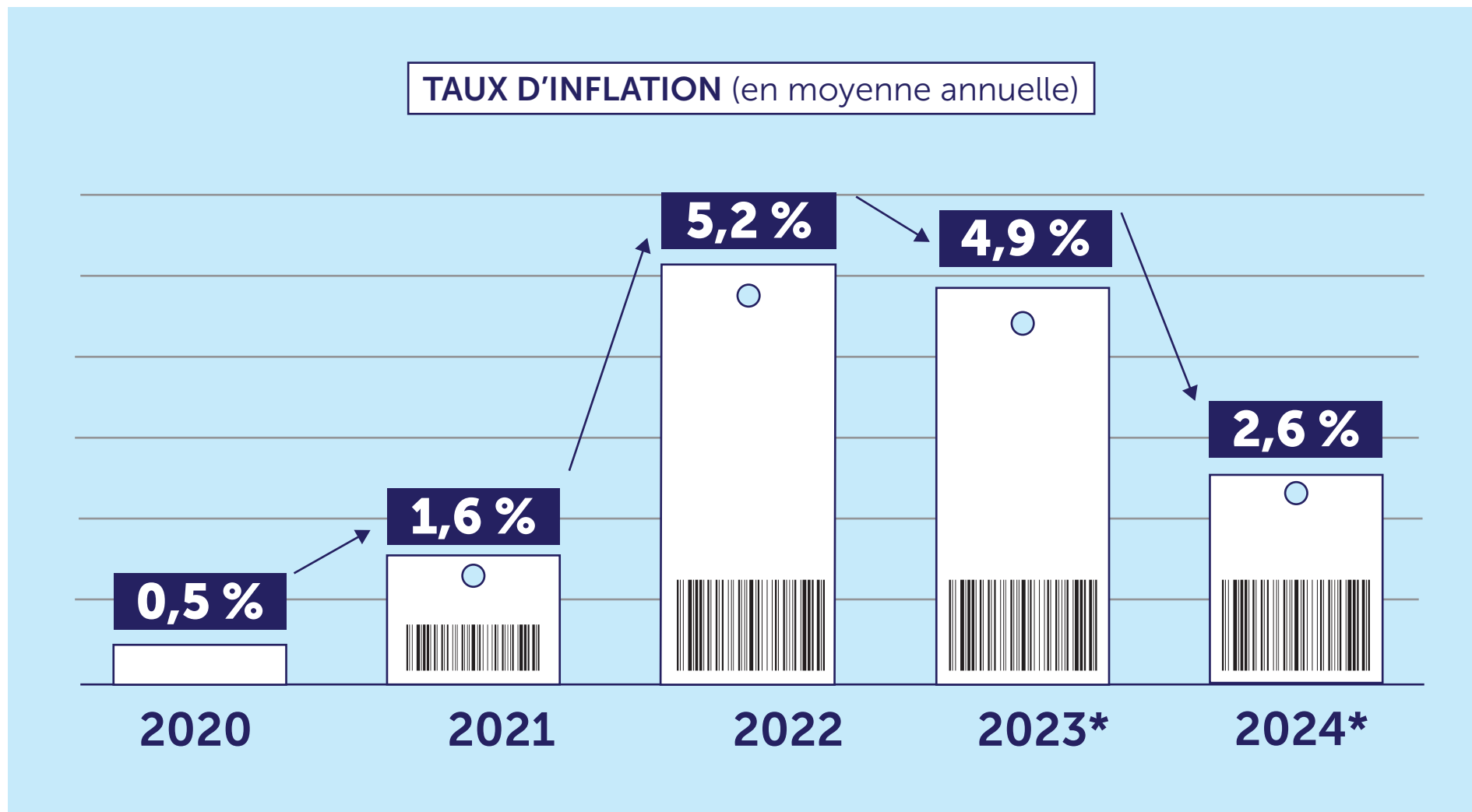
DETTE PUBLIQUE



Source : INSEE, 2024, PLF, 2023

*Prévisions

INFLATION



Source : INSEE, 2024, PLF, 2023

*Prévisions

INFLATION

Évolution des prix entre février 2023 et février 2024

ALIMENTATION

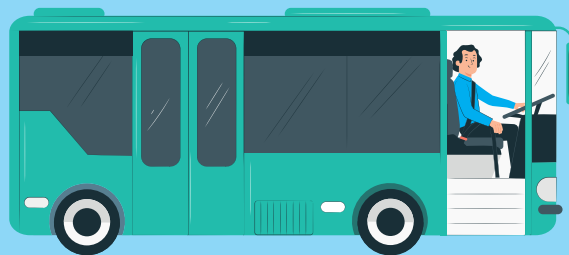
+3,5 %



Depuis janvier 2021 :
+22,5 %

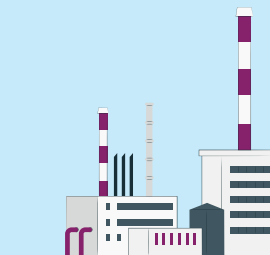
TRANSPORT

+1,7 %



ELECTRICITÉ, GAZ

ET AUTRES COMBUSTIBLES



Dont électricité :
+23,1 %

+9,3 %

LOISIRS ET CULTURE

+2,1 %



PROTECTION SOCIALE

+4,0 %



ASSURANCE

+8,0 %



EMPLOI

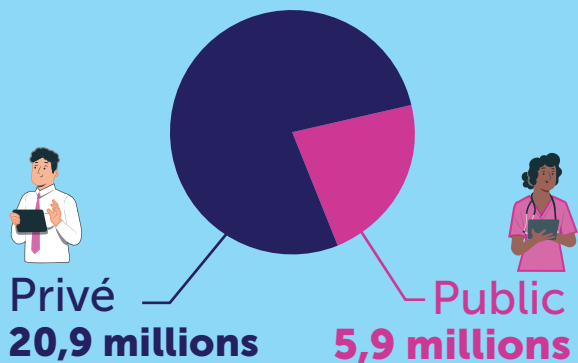
POPULATION ACTIVE

30,6 millions



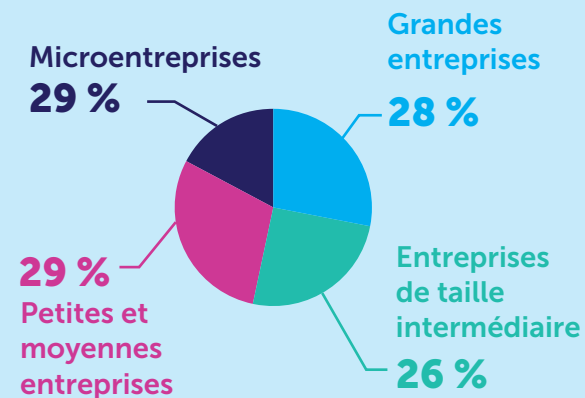
2022

SALARIÉS



2022

SALARIÉS PAR TAILLE D'ENTREPRISE



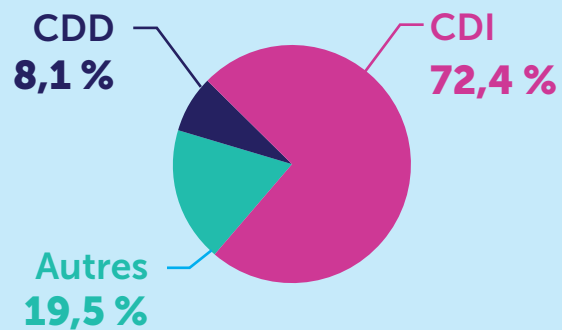
2021

EMPLOIS NON-SALARIÉS



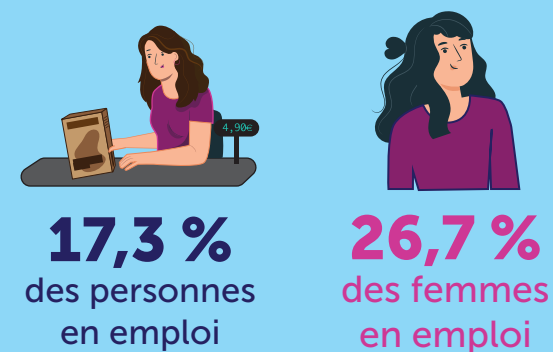
2022

TYPE DE CONTRAT



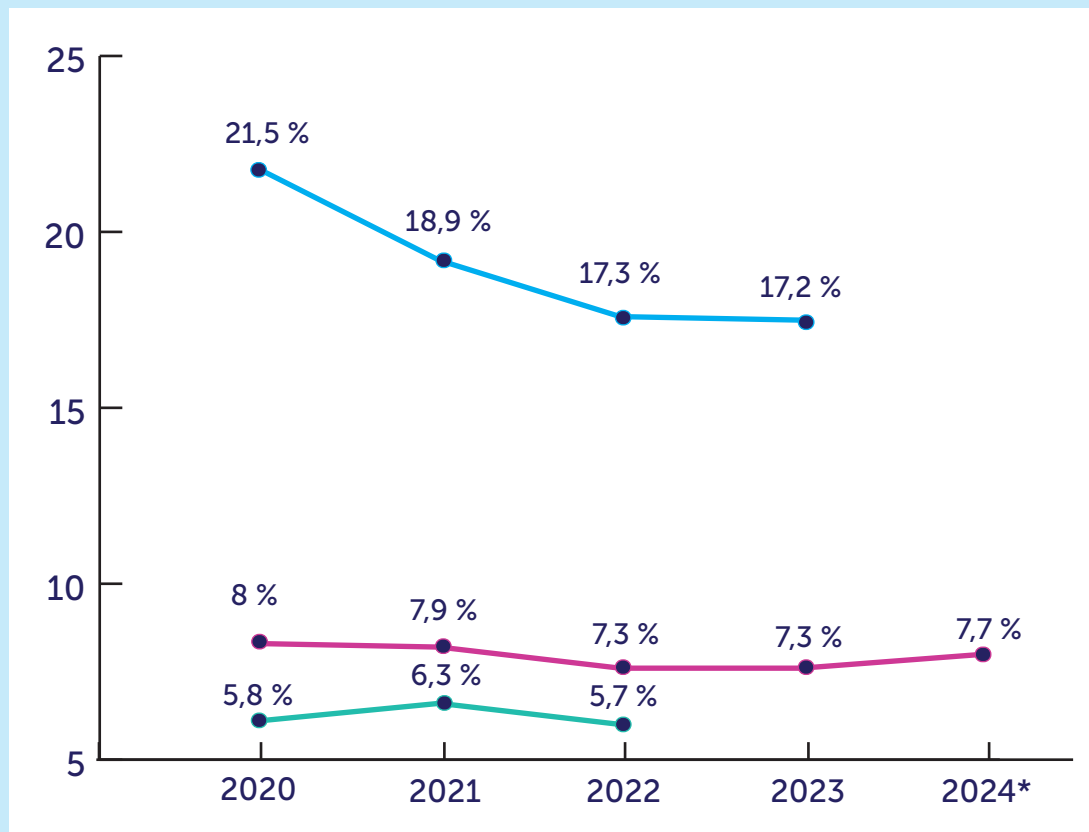
2022

TEMPS PARTIEL



2022

TAUX DE CHÔMAGE (moyenne annuelle)



— Taux de chômage — Taux de chômage des 15-24 ans
— Taux de chômage 55-64 ans

Source : INSEE, Dares, Banque de France, 2024

*Prévisions

NOMBRE DE CHÔMEURS

(T4 2023)

2,330 millions



Hommes
1,204 million



Femmes
1,126 million

NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI

(CATÉGORIE A - T4 2023)

3,033 millions



Hommes
1,441 million



Femmes
1,384 million

NIVEAU DE VIE

Salaire net moyen	2 630 € en 2022
Salaire net médian	2 091 € en 2022
Niveau de vie moyen	2 217 € en 2021
Niveau de vie médian	1 930 € en 2021

Source : INSEE, 2023



Seuil de pauvreté

(à 60% du niveau de vie médian)

1 158 € en 2021

Taux de pauvreté

14,5 %

9,1 millions de personnes en 2021 ont un niveau de vie inférieur à 1 158 euros mensuels

SMIC

	HORAIRE	MENSUEL
Brut	11,65 €	1 766,92 €
Net	9,22 €	1 398,69 €

Au 1^{er} janvier 2024



Salariés au SMIC*

3,1 millions
Soit 17,3 %
des salariés

38,3 %
des salariés
à temps partiel

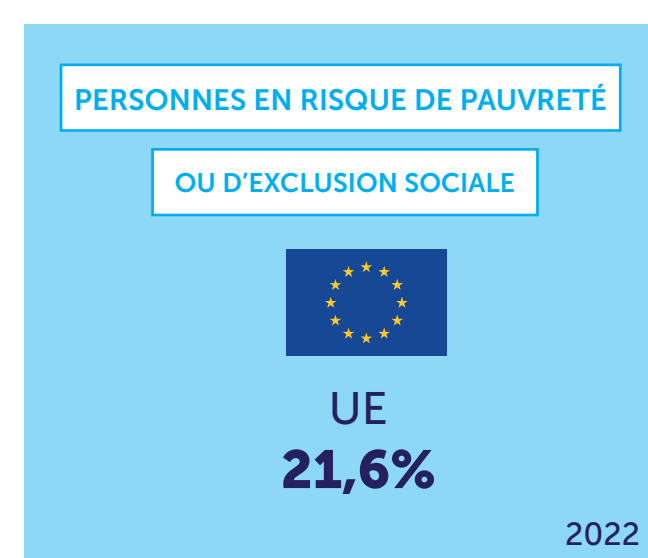
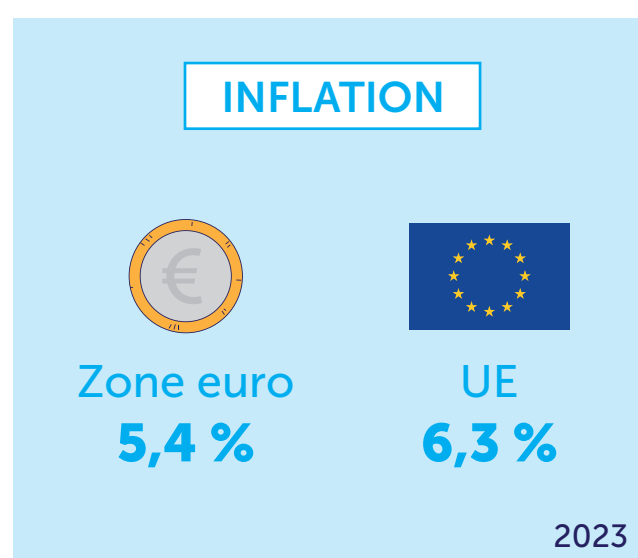
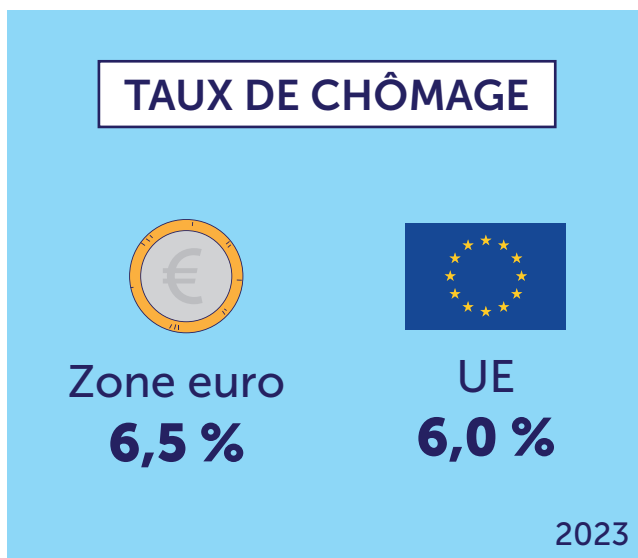
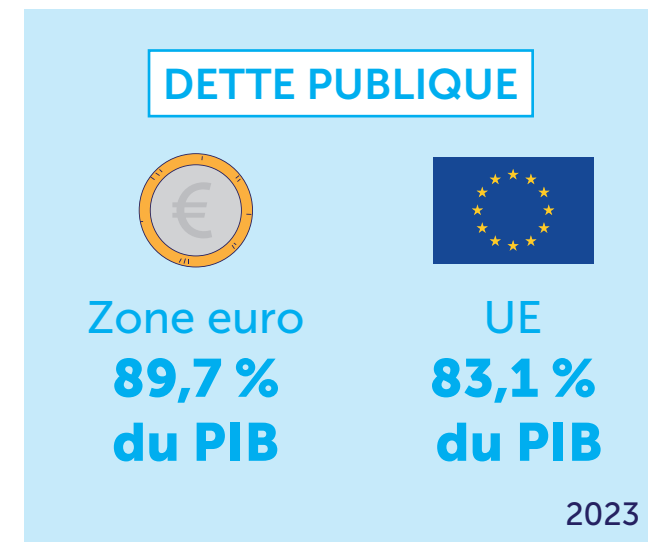
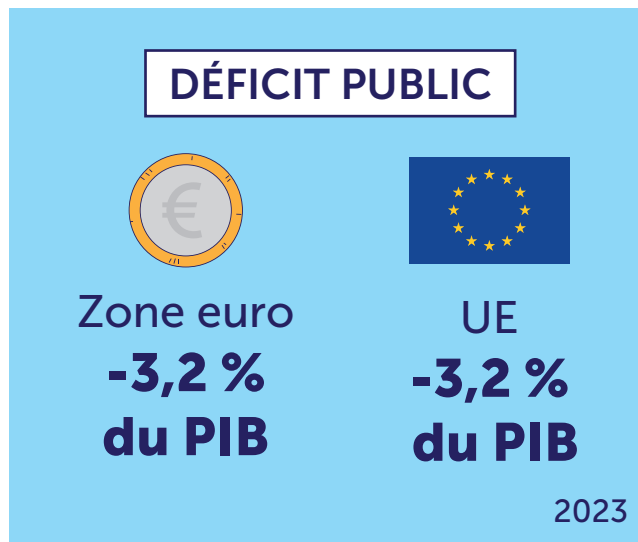
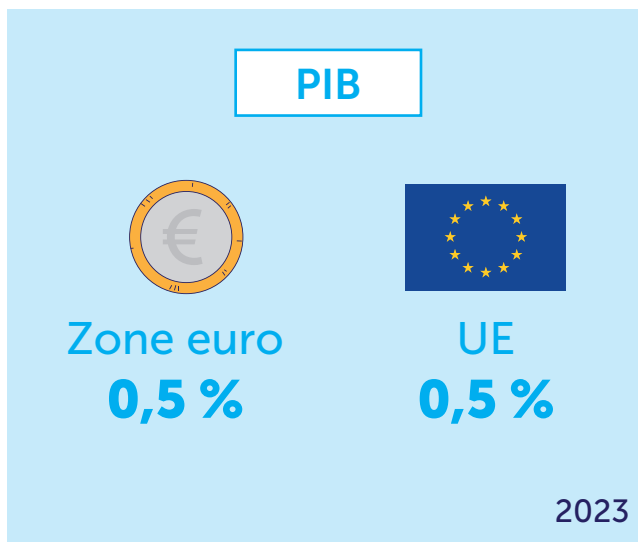


57,3 %
de femmes



26,8 %
des salariés des
TPE

*Au 1^{er} janvier 2023, pour cette donnée et les suivantes



Source : Eurostat, Commission européenne, 2023, 2024

UE = 27 pays

Zone euro : les 20 pays de l'UE utilisant la monnaie commune

L'ESSENTIEL DE L'ECO



Pour aller plus loin ...

Retrouvez L'essentiel de l'éco sur internet : <https://lien.unsa.org/essentieleco>. Vous pourrez consulter aussi les annexes, avec des données plus détaillées et d'autres indicateurs qui pourront vous intéresser.

Pour consulter l'actualité du secteur économie, emploi, formation professionnelle, c'est ici :

<https://lien.unsa.org/eciformpro>

Pour nous contacter :

 eco.formpro@unsa.org